

# Le brouillard se dissipe enfin

Les répercussions des politiques d'austérité  
du gouvernement fédéral sur la main-d'œuvre et les services

David Macdonald

DANS LE CADRE de ses quatre derniers budgets, le gouvernement fédéral a procédé à des vagues successives de compressions dans la fonction publique en guise de mesures d'austérité. S'il s'en est tenu au gel des budgets d'exploitation de certains ministères, dans certains cas, il a carrément procédé à des compressions<sup>1</sup>. Durant cette période, plusieurs analystes, notamment le directeur parlementaire du budget<sup>2</sup>, le Centre canadien de politiques alternatives<sup>3</sup>, l'Association canadienne des employés professionnels<sup>4</sup> et même des représentants du gouvernement fédéral<sup>5</sup>, ont essayé d'estimer les répercussions de ces compressions sur l'économie et la main-d'œuvre.

Malheureusement, il a fallu se tourner vers les projections de groupes indépendants, parce que le gouvernement fédéral n'a pour sa part fourni aucune donnée désagrégée sur les répercussions sur la main-d'œuvre de ces compressions avant novembre 2012, bien après l'adoption du budget<sup>6</sup>. Même si, finalement, dans le Budget de 2012, le gouvernement fédéral décrit les répercussions des compressions sur sa main-d'œuvre, il s'en tient uniquement aux répercussions du Budget de 2012, et ne



dit rien de celles des budgets précédents. Si une ventilation des réductions d'emplois par ministère a été fournie, ce n'est pas le cas des répercussions subséquentes sur les services. Cependant, le Budget de 2012 se voulait rassurant et précisait que les compressions allaient viser les « services administratifs<sup>7</sup> » tout en évitant les compressions dans les services.

Malgré de nombreuses demandes, le directeur parlementaire du budget n'a pas réussi à obtenir les plans de compression des ministères. Sans ces plans, il lui était impossible de déterminer si le gouvernement tenait ses promesses de maintenir les niveaux de service malgré les compressions.

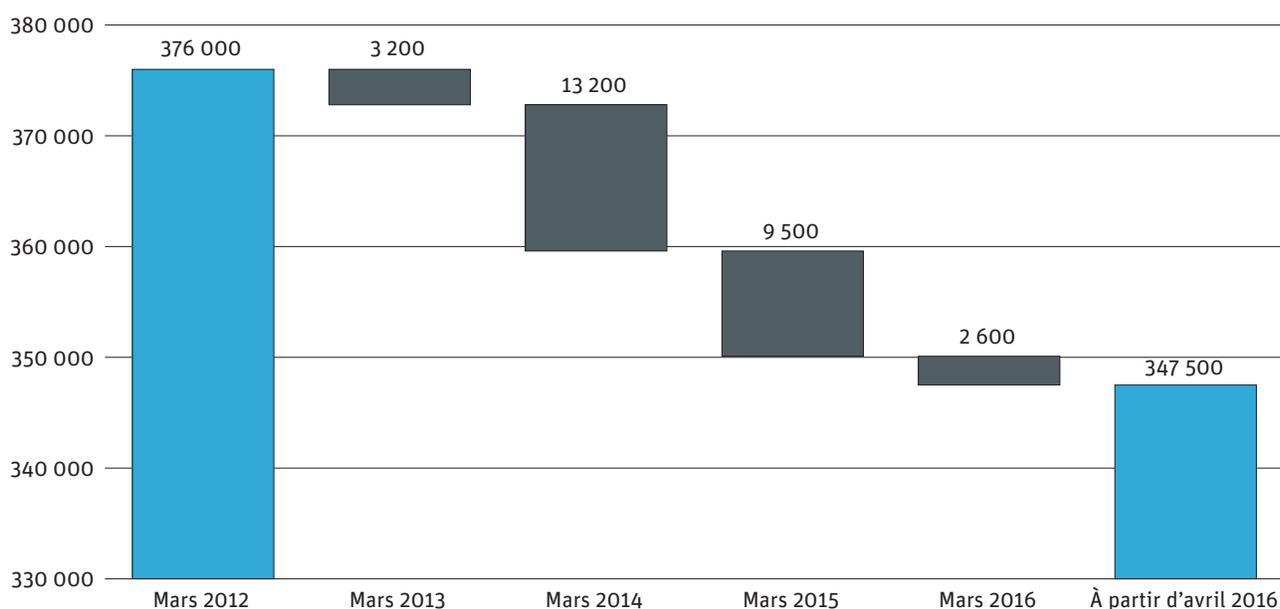
Si les quatre derniers budgets d'austérité ne décrivaient pas les répercussions sur l'emploi et les niveaux de service des compressions, les ministères ont pour leur part publié des projections triennales, ventilées au niveau des activités de programme, sur les dépenses et les équivalents temps plein (ETP). Ces renseignements figurent dans les Rapports sur les plans et les priorités (RPP) annuels. En additionnant les données des plans triennaux des ministères, on peut calculer les répercussions globales sur la main-d'œuvre pour l'ensemble du gouvernement fédéral<sup>8</sup>. Cette approche de bas en haut s'appuie sur les plans réels des ministères et donne les meilleurs renseignements disponibles sur la situation future de la main-d'œuvre au sein du gouvernement.

Il convient de signaler que les répercussions sur la main-d'œuvre dont il est question dans la présente analyse reflètent uniquement les modifications liées à l'emploi au sein du gouvernement fédéral, y compris l'armée et la GRC. L'analyse ne porte pas sur les répercussions générales des compressions sur la main-d'œuvre dans le secteur privé (p. ex. l'annulation de contrats avec des entreprises privées). De plus, elle porte exclusivement sur l'emploi et non sur les modifications apportées aux dépenses au niveau fédéral, qui sont aussi d'importants indicateurs des niveaux de service.

Les RPP, qui sont rendus publics à peu près en même temps que le budget, avaient toujours une année de retard sur les décisions relatives aux compressions budgétaires. Puisque le Budget de 2013 ne prévoit pas de nouvelles compressions importantes, les RPP d'avril 2013 ont maintenant rattrapé leur retard sur les budgets précédents en ce qui a trait aux compressions. Les RPP de 2013–2014, publiés en avril 2013, permettront de réaliser, pour la première fois, un examen des secteurs où les ministères ont été le plus touchés par les compressions. Les RPP incluent aussi un exercice supplémentaire de données prospectives, soit 2015–2016.

Même si les compressions liées à l'austérité ont été initialement annoncées dans le Budget de 2010, ce n'est qu'en 2012–2013 qu'elles ont été intégrées dans les RPP des ministères<sup>9</sup>. Par conséquent, la présente analyse utilise les données des RPP de 2011–2012 comme données de base aux fins de comparaison, sauf indication contraire.

**FIGURE 1** Réductions d'emplois au sein du gouvernement fédéral



Source Rapports sur les plans et les priorités 2011–2012, 2013–2014 et calculs de l'auteur

## Chiffres globaux

Selon les renseignements produits par les ministères, durant toute la période d'austérité, soit de mars 2012 à mars 2016, 28 600 postes seront éliminés au sein du gouvernement fédéral. En effet, durant la période quinquennale débutant en 2012, le nombre total d'emplois aura passé de 376 000 postes à 347 500 postes. D'ici 2016, le nombre total d'employés du gouvernement fédéral aura chuté de 8 %, ce qui est près du double des 4,8 % mentionnés dans le Budget de 2012<sup>10</sup>.

La plupart des réductions d'emplois seront appliquées durant les exercices 2013–2014 et 2014–2015 : 13 200 postes et 9 500 emplois seront perdus respectivement. Au sujet de cette ventilation, il convient de signaler que l'exercice durant lequel il y aura le plus de postes éliminés, 2013–2014, vient tout juste de commencer. C'est donc dire que 13 200 postes seront éliminés cette année. L'année suivante, en 2014–2015, il y en aura à peu près autant, soit 9 500 autres postes.

Durant l'exercice actuel, 2012–2013, et le dernier exercice de la période visée, 2015–2016, il y a eu et il y aura 3 200 et 2 600 postes éliminés respectivement. Fait intéressant, le processus de compressions se poursuivra après l'exercice 2014–2015, en 2015–2016. Les compressions dans les dépenses décrites dans le Budget de 2013

**TABLEAU 1** Les cinq ministères les plus touchés selon le nombre absolu de réductions d'ETP

	ETP 31 mars 2012	ETP 31 mars 2016	Modification totale 2012–2016	Changement (%) 2012–2016
Ressources humaines et Développement des compétences Canada	23 955	18 239	- 5 716	-24 %
Défense nationale	96 991	93 414	- 3 577	-4 %
Agence du revenu du Canada	40 700	38 209	- 2 491	-6 %
Statistique Canada	6 461	4 231	- 2 230	-35 %
Service correctionnel du Canada	20 408	18 200	- 2 208	-11 %

Source Rapports sur les plans et les priorités 2011–2012, 2013–2014 et calculs de l'auteur

semblent en gros atteindre leur maximum en 2014–2015<sup>11</sup>. Cependant, les ministères semblent reporter une partie des réductions d'emplois durant l'exercice suivant.

## Les cinq principales compressions ministérielles, par nombre de pertes d'emplois

Un des avantages liés au fait d'utiliser les RPP aux fins d'estimation des réductions d'emplois générales, c'est qu'on peut déterminer les répercussions sur les différents ministères et, parfois, sur leurs activités de programme.

Il faut cependant analyser avec prudence les données sur les répercussions au sein des ministères, parce qu'elles peuvent surestimer les réductions d'emplois réelles en raison de la création, en 2012–2013, du nouveau ministère des Services partagés, qui réunit les services de TI de tous les ministères. Ceux-ci ont transféré près de 7 000 postes au nouveau ministère. Par conséquent, il a fallu réduire le nombre total de réductions d'emplois dans tous les ministères de 7 000 postes. Les employés visés continuent de fournir les mêmes services, mais ils le font maintenant au nom du ministère des Services partagés. Ce nouveau ministère n'a aucune incidence sur les chiffres globaux sur les réductions d'emplois présentés dans la *figure 1*.

C'est RHDCC qui essuiera la plus grande réduction d'emplois, plus de 5 700 en tout d'ici 2016. Même si RHDCC est un grand ministère, ces compressions sont tout de même importantes et réduiront d'un quart l'effectif du ministère. Au niveau des activités de programme, toutes proportions gardées, la plus importante compression est de loin celle qui touche l'activité de programme du Développement social, qui appuie les initiatives qui viennent en aide aux sans-abri, et qui perdra 62 % de ses employés. En termes absolus, la réduction la plus importante touche l'activité de programme du Service axé sur les citoyens, qui concerne l'accès des Canadiens

aux services gouvernementaux par téléphone et en ligne. Ce programme sera amputé de 2 100 emplois d'ici 2016.

La Défense nationale subira la deuxième réduction en importance, en termes absolus, avec près de 3 600 postes. Cependant, compte tenu de la taille du ministère, toutes proportions gardées, on parle d'une réduction de seulement 4 %, soit beaucoup moins que celle de RHDC. La plus importante réduction est de loin dans la portion militaire de l'activité de programme Recrutement et formation, qui devrait essuyer une perte de 7 600 postes. Cette perte est dans une certaine mesure contrebalancée par les importantes augmentations d'emplois militaires dans les activités de programme de la Disponibilité opérationnelle de l'armée de terre et de la Disponibilité opérationnelle commune et interarmées. Chacune devrait bénéficier d'une augmentation d'environ 2 500 postes.

L'Agence du revenu du Canada arrive en troisième place en ce qui a trait aux réductions absolues, avec 2 500 postes. Cependant, comme pour la Défense nationale, l'effectif de l'Agence est important, et, toutes proportions gardées, il essuiera une réduction d'emplois de 6 %. Les activités de programme les plus touchées sont l'Évaluation des déclarations et les Services internes, qui essuieront toutes les deux une réduction d'environ 10 %.

Statistique Canada prévoit éliminer 2 200 postes d'ici 2016. Compte tenu du fait qu'il s'agit d'un plus petit ministère, plus du tiers de son effectif sera éliminé. Malheureusement, des modifications liées à la présentation des renseignements dans les RPP d'une année à l'autre font en sorte qu'il est difficile de cerner les répercussions au niveau des activités de programme. Sur les 2 200 postes, 1 711 sont liés au recensement. Il s'agit de postes de nature cyclique dont les titulaires sont rappelés au travail pour la durée des recensements. La réduction du nombre de postes liés au recensement au sein de Statistique Canada n'est probablement pas liée aux compressions des budgets d'austérité. Si l'on ne tient pas compte de l'effet de l'élimination des postes des travailleurs cycliques du recensement, Statistique Canada affichera une réduction d'emplois de 11 %, ou 519 ETP, ce qui est tout de même légèrement au-dessus de la moyenne de 8 %.

Enfin, avec 2 200 postes éliminés, le Service correctionnel du Canada arrive en cinquième place en ce qui a trait aux pertes d'emplois. C'est le dixième de son effectif. Au niveau des activités de programme, toutes proportions gardées, la compression la plus importante touchera la Surveillance dans la collectivité, qui sera amputée de 44 % de son effectif. Sinon, la réduction d'emplois la plus importante en termes absolus sera dans l'activité de programme de la Garde (c.-à-d. l'exploitation des prisons), qui perdra 1 400 postes.

Fait intéressant, c'est seulement au sein de l'Agence du revenu du Canada que les « Services internes », l'activité de programme « administrative » par excellence,

**TABLEAU 2** Les cinq ministères les plus touchés selon les réductions proportionnelles d'ETP

	ETP 31 mars 2012	ETP 31 mars 2016	Modification totale 2012–2016	Changement (%) 2012–2016
Statistique Canada	6 461	4 231	-2 230	-35 %
Ressources humaines et Développement des compétences Canada	23 955	18 239	-5 716	-24 %
Anciens combattants	3 665	2 793	-872	-24 %
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada	5 353	4 259	-1 094	-20 %
Agence canadienne d'inspection des aliments	6 914	5 507	-1 407	-20 %

Source Rapports sur les plans et les priorités 2011–2012, 2013–2014 et calculs de l'auteur

sont les plus touchés par les compressions d'emplois, toutes proportions gardées et en termes absolus. Au sein des quatre autres ministères, les activités de programme les plus durement touchées, proportionnellement ou en termes absolus, sont celles liées à la prestation de services directs.

## Les cinq plus importantes compressions dans les grands ministères toutes proportions gardées

Puisque certains ministères sont plus grands que d'autres, il est important d'examiner les compressions en tenant compte des proportions, en pourcentage. La présente section porte uniquement sur les ministères qui comptaient plus de 3 000 employés au début des mesures d'austérité. Elle exclut donc certains petits ministères qui, toutes proportions gardées, ont subi de plus importantes compressions. Cependant, la liste de tous les ministères figure à l'annexe 1.

Statistique Canada et RHDC se retrouvent en haut de la liste. Toutes proportions gardées, ce sont les plus grands perdants parmi les grands ministères du gouvernement fédéral. Les deux ministères perdent le tiers et le quart de leur effectif respectivement. En raison du grand nombre de postes éliminés dans ces ministères, ils figurent aussi dans le *Tableau 1* des cinq ministères les plus touchés selon le nombre absolu de réductions d'ETP. Il convient tout de même de rappeler que, dans le cas de Statistique Canada, environ les deux tiers des postes éliminés découlent de la réduction progressive des opérations de recensement et non des compressions d'austérité.

Anciens combattants devra éliminer 870 postes, même si, compte tenu de sa petite taille, cela représente le quart de son effectif. Toutes proportions gardées, la réduction la plus importante sera dans l'activité de programme qui appuie le traitement des prestations d'invalidité et de décès et des prestations financières pour les anciens

combattants, dont 32 % des postes seront éliminés. En termes absolus, la réduction la plus importante touchera les soins de santé pour les anciens combattants, avec 380 postes éliminés, soit 20 % du personnel affecté à cette activité de programme.

Toutes proportions gardées, Affaires autochtones et Développement du Nord Canada accusera la quatrième réduction en importance, avec le cinquième de ses employés, c'est-à-dire 1 100 postes d'ici 2016. Malheureusement, les modifications apportées à la façon dont les renseignements sont présentés dans les RPP font en sorte qu'il est difficile de faire des comparaisons au niveau des activités de programme.

L'Agence canadienne d'inspection des aliments devrait aussi éliminer 20 % de son effectif, soit 1 400 postes. Les compressions les plus importantes, proportionnellement et en termes absolus, toucheront le Programme de santé des animaux et de prévention des zoonoses, dont l'effectif sera coupé de moitié et où 720 postes seront éliminés. Ce programme atténue les risques liés aux maladies transmises par les animaux, les fruits et les légumes aux personnes par le truchement de l'alimentation dans des domaines comme l'étude de l'encéphalopathie spongiforme bovine ou la maladie de la vache folle.

Le seul grand ministère (plus de 1 000 postes) qui prévoit accroître son effectif est Environnement Canada, qui déclare une augmentation de 6 000 à 6 200 postes de mars 2012 à mars 2016. Cependant, l'estimation de mars 2012 est peut-être problématique, compte tenu du fait que l'estimation de mars 2013 dans le RPP de l'exercice suivant est de 6 500 postes.

---

## Conclusion

Enfin, l'approche de bas en haut qui consiste à additionner les données figurant dans les RPP nous a permis d'obtenir une estimation assez réaliste des réductions d'emplois au niveau des activités de programme découlant des mesures d'austérité prises depuis le Budget de 2010. Nous pouvons donc comparer les prévisions initiales des divers analystes aux plans des ministères publiés en avril 2013.

L'estimation de pertes d'emplois la plus souvent citée est tirée du Budget de 2012, qui en prévoit 19 200. Cette projection vise la période de 2012–2013 à 2014–2015. Cependant, après un rajustement pour la période visée, les plans des ministères diffèrent des prévisions du Budget de 2012. Durant cette période, les ministères prévoient éliminer non pas 19 200 postes, mais bien 22 700.

Dans deux rapports antérieurs, le CCPA a aussi tenté d'estimer les répercussions sur l'emploi non pas seulement du Budget de 2012, mais de toutes les mesures d'austérité prises depuis 2010. Le premier rapport, *The Cuts Behind the Curtain*, prévoyait des réductions d'emplois de 25 500 de 2012 à 2015. Cette estimation corres-

**TABLEAU 3** Rapprochement avec les prévisions précédentes<sup>13</sup>

Source	Période visée par la projection	Perte d'ETP prévue	Perte d'ETP prévue par les ministères (durant la même période)
Budget de 2012	Mars 2013–mars 2015	19 200	22 700
<i>The Cuts Behind the Curtain</i> (scénario 3)	Mars 2012–mars 2015	25 500	25 900
<i>Clearing Away the Fog</i>	Mars 2012–mars 2015	29 600	25 900
Rapports sur les plans et les priorités	Mars 2012–mars 2016		28 600

pond presque exactement au nombre de postes que les ministères prévoient éliminer durant cette période.

Dans son rapport de suivi du premier, *Clearing Away the Fog*, le Centre a haussé son estimation à 29 600, ce qui semble surévaluer de 3 700 le nombre de pertes d'emplois réelles durant la même période (29 600 comparativement à 25 900). Cependant, dans *Clearing Away the Fog*, le Centre a limité ses prévisions à la période se terminant en 2014–2015, mais les plans des ministères semblent dire que les réductions d'emplois se poursuivront en 2015–2016, ce qui fait passer l'impact global des mesures d'austérité sur l'emploi au sein du gouvernement à une réduction de 28 600 postes. Cette estimation sur cette longue période est beaucoup plus près des 29 600 postes estimés dans le rapport *Clearing Away the Fog*.

Après quatre budgets successifs, on a enfin des réponses à des questions pressantes comme « Où tombera le couperet? » et « De quelle façon les services sont-ils touchés? », mais cela s'est fait au prix d'un examen minutieux de plus de 180 rapports ministériels. Les Canadiens méritent plus de transparence en ce qui a trait aux compressions et à la façon dont les services seront touchés, et dans quels secteurs.

En examinant les activités de programme les plus touchées au sein des ministères, on constate que les compressions dans les grands ministères ne touchent pas les « services administratifs », qui sont généralement représentés par l'activité de programme des « Services internes ». La plupart des réductions d'emplois sont plutôt dans des secteurs d'activité liés à la prestation de services. À la lumière de l'examen des cinq ministères les plus touchés, toutes proportions gardées et en termes absolus, on se rend compte que c'est seulement au sein de l'Agence du revenu du Canada (ARC) que le secteur d'activité des Services internes a été le plus durement touché. Dans tous les autres cas, les secteurs de programme les plus touchés sont ceux liés à la prestation de services, malgré l'assurance du contraire dans le Budget de 2012.

Une étude exhaustive des réductions d'emplois dans tous les budgets, pas seulement celui de 2012, aurait permis de le constater à temps, permettant ainsi aux parlementaires d'en tenir compte. C'est seulement ainsi que les parlementaires et les Cana-

diens auraient pu déterminer s'il fallait vraiment procéder à de telles compressions dans les services publics vitaux pour éliminer le déficit une ou deux années plus rapidement. Malheureusement, cette information a été rendue publique trop tard pour influencer sur les décisions d'aller de l'avant ou non avec les compressions de services.

## ANNEXE 1 Réduction des ETP dans tous les ministères

	31 mars 2012	31 mars 2016	Changement total 2012-2016	Changement (%) 2012-2016
Ressources humaines et Développement des compétences Canada	23 955	18 239	- 5 716	-24 %
Défense nationale	96 991	93 414	- 3 577	-4 %
Agence du revenu du Canada	40 700	38 209	- 2 491	-6 %
Statistique Canada	6 461	4 231	- 2 230	-35 %
Service correctionnel du Canada	20 408	18 200	- 2 208	-11 %
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	14 244	12 261	- 1 983	-14 %
Affaires étrangères et Commerce international Canada	13 453	11 733	- 1 720	-13 %
Gendarmerie royale du Canada	30 525	28 997	- 1 528	-5 %
Agence canadienne d'inspection des aliments	6 914	5 507	- 1 407	-20 %
Pêches et Océans Canada	11 163	9 999	- 1 164	-10 %
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada	5 353	4 259	- 1 094	-20 %
Santé Canada	9 988	8 915	- 1 073	-11 %
Anciens combattants	3 665	2 793	- 872	-24 %
Agence des services frontaliers du Canada	13 975	13 168	- 807	-6 %
Agriculture et Agroalimentaire Canada	6 223	5 425	- 798	-13 %
Industrie Canada	5 649	4 867	- 782	-14 %
Justice Canada	5 272	4 643	- 629	-12 %
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada	2 216	1 738	- 478	-22 %
Citoyenneté et Immigration Canada	4 759	4 304	- 455	-10 %
Patrimoine canadien	1 753	1 392	- 361	-21 %
Agence de la santé publique	2 768	2 436	- 332	-12 %
Ressources naturelles Canada	4 389	4 066	- 323	-7 %
Commission canadienne des grains	725	404	- 321	-44 %
Agence canadienne de développement international	1 911	1 615	- 296	-15 %
École de la fonction publique du Canada	940	662	- 278	-30 %
Conseil national de recherche	3 743	3 486	- 257	-7 %
Bibliothèque et Archives Canada	1 115	860	- 255	-23 %
Transports Canada	5 346	5 093	- 253	-5 %
Parcs Canada	4 422	4 193	- 229	-5 %
Agence de promotion économique du Canada atlantique	711	547	- 164	-23 %
Bureau du Conseil privé	1 020	859	- 161	-16 %
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	1 186	1 035	- 151	-13 %
Commission de la fonction publique du Canada	985	871	- 114	-12 %
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	399	300	- 99	-25 %
Agence spatiale canadienne	710	613	- 97	-14 %
Agence canadienne d'évaluation environnementale	242	160	- 82	-34 %
Diversification de l'économie de l'Ouest	407	325	- 82	-20 %
Sécurité publique Canada	1 085	1 015	- 70	-6 %
Office national du film	452	384	- 68	-15 %
Bureau du vérificateur général	633	576	- 57	-9 %
Agence canadienne de développement économique du Nord	105	54	- 51	-49 %
Bureau du Directeur général des élections	506	458	- 48	-9 %

	31 mars 2012	31 mars 2016	Changement total 2012-2016	Changement (%) 2012-2016
Finances Canada	787	743	- 44	-6 %
Instituts de recherche en santé du Canada	428	390	- 38	-9 %
Office des transports du Canada	264	239	- 25	-9 %
Tribunal canadien du commerce extérieur	91	69	- 22	-24 %
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	367	345	- 22	-6 %
Service administratif des tribunaux judiciaires	635	614	- 21	-3 %
Conseil de recherches en sciences humaines	208	192	- 16	-8 %
Commissariat aux langues officielles	178	163	- 15	-8 %
Commissariat à l'information du Canada	106	93	- 13	-12 %
Bureau de la sécurité des transports du Canada	235	225	- 10	-4 %
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	448	438	- 10	-2 %
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	121	113	- 8	-7 %
Commissariat à l'intégrité du secteur public du Canada	39	32	- 7	-18 %
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	73	66	- 7	-10 %
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	36	32	- 4	-11 %
Commission canadienne des droits de la personne	202	198	- 4	-2 %
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	21	18	- 3	-14 %
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	76	73	- 3	-4 %
Comité externe d'examen de la GRC	8	6	- 2	-25 %
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	376	374	- 2	-1 %
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	22	21	- 1	-5 %
Commission des champs de bataille nationaux	60	59	- 1	-2 %
Commission canadienne des affaires polaires	-	9	-	
Conseil canadien des relations industrielles	-	97	-	
Service canadien du renseignement de sécurité	3 285	3 285	-	
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	96	96	-	
Comité des griefs des Forces canadiennes	46	46	-	
Tribunal canadien des droits de la personne	26	26	-	
Commission des plaintes du public contre la GRC	40	40	-	
Commissariat au lobbying du Canada	28	28	-	
Service des poursuites pénales du Canada	1 000	1 000	-	
Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	12	12	-	
Commission des relations de travail dans la fonction publique	93	93	-	
Greffe du Tribunal de la concurrence	-	10	-	
Greffe du Tribunal des revendications particulières du Canada	-	-	-	
Tribunal d'appel des transports du Canada	12	12	-	
Infrastructure Canada	330	331	1	0 %
Tribunal de la dotation de la fonction publique	37	38	1	3 %
Bureau du Commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	10	12	2	15 %
Condition féminine Canada	94	96	2	2 %
Bureau de l'enquêteur correctionnel	34	36	2	6 %
Administration du pipe-line du Nord	5	9	4	80 %
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	176	181	5	3 %
Cour suprême du Canada	215	221	6	3 %
Commission des libérations conditionnelles du Canada	481	497	16	3 %
Commission canadienne de sûreté nucléaire	775	804	29	4 %
Office national de l'énergie	394	424	30	8 %
Bureau du surintendant des institutions financières	563	639	76	13 %
Environnement Canada	6 038	6 221	183	3 %
Services partagés Canada	-	6 400	6 400	
<b>Total</b>	<b>376 038</b>	<b>347 471</b>	<b>- 28 568</b>	

---

## Notes

- 1 Ces compressions sont présentées en détail dans le tableau 4.2.7 du Budget de 2012, p. 298.
- 2 Directeur parlementaire du budget, Perspectives économiques et financières selon le DPB, Bureau du Directeur parlementaire du budget, 24 avril 2012.
- 3 David Macdonald, *The Cuts Behind the Curtain*, Centre canadien de politiques alternatives, janvier 2012 et David Macdonald, *Clearing Away the Fog: Government Estimates of Job Losses*, Centre canadien de politiques alternatives, mai 2012.
- 4 Association canadienne des employés professionnels, *Press Release: Conservative Government Budget Cuts Could Push Canada into Recession*, 21 février 2012.
- 5 Budget de 2012, p. 221.
- 6 Secrétariat du Conseil du Trésor, Le gouvernement Harper annonce l'élimination de 10 980 postes au sein du secteur public au cours des derniers six mois, 16 novembre 2012 <http://www.tbs-sct.gc.ca/media/nr-cp/2012/1116-fra.asp#backgrounder>.
- 7 Budget de 2012, p. 220.
- 8 Les données présentées dans ce rapport incluent la portion militaire de la Défense nationale et les agents de la GRC. Même si le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) ne produit pas de RPP, il publie des données sur ses ETP dans son rapport annuel. Le nombre d'ETP indiqué dans le rapport annuel de 2010 du Service est pris en compte dans le présent rapport, et on présume qu'il est resté constant durant toute la période.
- 9 Pour une analyse et un examen de ce retard, voir David Macdonald, *The Cuts Behind the Curtain*, Centre canadien de politiques alternatives, janvier 2012, Appendice 2.
- 10 Budget de 2012, p. 221.
- 11 Ces compressions sont présentées en détail dans le tableau 4.2.7 du Budget de 2012, p. 298.
- 12 Cinq premiers ministères comptant plus de 3 000 ETP en 2011–2012.
- 13 Le DPB et l'ACEP ont estimé les répercussions sur le PIB réel et la main-d'œuvre au sein de toute l'économie, mais aucun des deux n'a estimé les répercussions sur l'emploi au sein du gouvernement fédéral décrites dans le tableau 3.



[www.policyalternatives.ca](http://www.policyalternatives.ca)

### S'IL VOUS PLAÎT FAIRE UN DON...

**Aidez-nous à continuer d'offrir nos publications gratuites en ligne.**

Avec votre soutien, nous pouvons continuer à produire des recherches de qualité — et assurez-vous qu'elle tombe entre les mains des citoyens, des journalistes, des décideurs et progressistes. Visitez [www.policyalternatives.ca](http://www.policyalternatives.ca) ou appelez le 613-563-1341 pour plus d'informations.

*Les opinions et recommandations formulées dans le présent rapport, ainsi que s'il y avait erreurs, sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion des éditeurs ou des donateurs de ce rapport.*